

Solidaires



Élection d'OCTOBRE 2020
des représentant-e-s du personnel au
Conseil d'Administration de l'INRAE

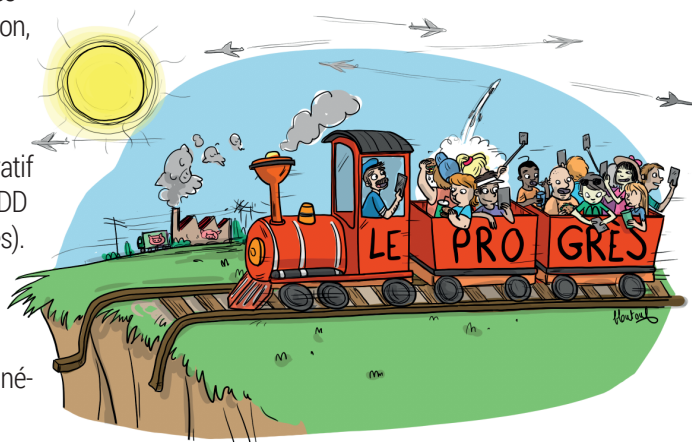
Profession de foi des candidat-e-s de la
liste présentée par Sud-Recherche-EPST

Le Conseil d'Administration a pour mission de définir les orientations de notre Institut en matière de thématiques prioritaires, d'organisation de la recherche et de répartition des moyens alloués à ces recherches. Sa composition (voir page suivante) demeure marquée par une représentation forte de l'agro-industrie.

Plus que jamais, solidaires, unitaires, démocratiques !

LES LIGNES DIRECTRICES DE NOTRE ACTION

- Une recherche publique porteuse de **progrès démocratique** face aux attentes de la société, notamment en matière d'environnement, de santé, d'alimentation, de qualité de l'emploi et de tissu social.
- Des **collectifs de recherche à taille humaine** permettant de coopérer dans le respect du travail de chacun-e plutôt que d'exacerber la compétition. Un impératif pour cela : maintien des statuts et réduction significative du recrutement de CDD (et CDI « mission », qui ne seront rien d'autre que de nouveaux CDD intérimaires).
- La **lutte contre la précarité** et pour l'**amélioration des conditions d'emploi** de tous les personnels, notamment la carrière des jeunes, des femmes et des agent-e-s de catégorie C, ainsi que le refus de l'individualisation des rémunérations (RIFSEEP et PEDR). Nous revendiquons un salaire décent pour tous et toutes, de l'AT au DR (primes égales, revalorisation immédiate de 300 €).



LES POSITIONS EXPRIMÉES LORS DU MANDAT ÉCOULÉ

- Nous avons **porté la contradiction** avec la direction générale de l'INRAE sur l'effort nécessaire pour la sortie des pesticides, pour la sortie de l'élevage intensif en intrants et pour la reconquête d'une alimentation saine par les individus... et **proposé systématiquement les alternatives** avec des recherches permettant de changer de modèle agricole et alimentaire, en revendiquant l'exemplarité de l'État dans la gestion de notre patrimoine ou de nos achats.
- Nous avons **appelé à une véritable transparence** sur les liens de l'Institut, ses tutelles et ses partenaires avec les parties prenantes, alerté sur le poids des lobbies en interne et en externe, **dénoncé** les accords signés avec certaines entreprises de l'agroalimentaire (à l'exemple de Triskalia ou Avril) dont les activités bloquent l'indispensable transition agroécologique, et appelé à la **vigilance** sur l'indépendance de la recherche publique, afin de maintenir une essentielle capacité d'expertise et d'éclairage impartial des politiques et de l'opinion publiques.
- Nous avons **refusé** les modalités de la **fusion low-cost** INRA-IRSTEA, des **restructurations** (opération Saclay), des **filiales** et du « contrat d'objectifs et de performance » qui fragilisent la recherche publique et transforment les EPST en agences de moyens.
- Nous avons **dénoncé** des budgets de la recherche et des choix faits par notre direction de sacrifier le recrutement des personnels techniques et de se désengager des unités expérimentales, base de la pratique agroécologique.
- Nous avons **proposé** l'élargissement de la diversité des porteurs d'enjeux représentés au sein du CA, au-delà du modèle dominant ultra technologique, intensif en intrants chimiques et gaspilleur de ressources.

Voter pour **Sud**
c'est permettre...

- De **défendre l'ensemble du personnel**, dans sa diversité et sa complémentarité, avec un salaire digne en début de carrière, des augmentations égales pour tou-te-s, des carrières sans blocage, un statut maintenu -garant d'une recherche non orientée vers des intérêts particuliers-, une organisation du travail coopérative et laissant du temps et de la liberté aux équipes et aux individus. Tout le contraire de la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) !
- De continuer de **peser sur le schéma stratégique INRAE 2030** pour être force de proposition afin que les travaux de notre institut répondent enfin aux attentes des citoyen-ne-s et aux urgences environnementales, sanitaires et sociales, afin que la recherche reste au service de l'amélioration de la condition humaine dans le respect de la planète.
- De **défendre** un budget de la recherche basé principalement sur des **financements récurrents** : perspectives de long terme pour les collectifs, refus de la précarité pour les agent-e-s, maintien de l'indépendance pour l'INRAE.

Déstructuré-e-s, Précarisé-e-s, Pressuré-e-s : cela suffit !

Au-delà des revendications propres à nos métiers, notre engagement est aussi de promouvoir un syndicalisme ouvert qui s'interroge sur notre place et sur nos actions dans un monde en mutation rapide, où la place de l'humain devra être plus importante que la recherche de profits.

La composition du Conseil d'Administration

Outre le président de l'institut, le nouveau conseil d'administration d'INRAE va comprendre 18 membres (soit 8 de moins qu'auparavant à l'INRA), mais où la présence l'agro-industrie sera toujours aussi forte, comme chacun peut en juger !

- 4 représentant-e-s de l'État, désigné-e-s respectivement par les ministres chargés de la recherche, de l'agriculture, de l'environnement et du budget

- 2 représentant-e-s d'établissements publics ayant une mission d'enseignement supérieur ou de recherche (précédemment à l'INRA: Montpellier SupAgro, et à IRSTEA: AgroParisTech, CEA, IFSTTAR, Ifremer...)

- 5 représentant-e-s d'organisations du secteur agricole et des industries liées, aux casquettes parfois multiples et pas toujours affichées, entre syndicalisme agricole et leurs associations spécialisées, chambres et coopératives... (précédemment à l'INRA : Chambre d'agriculture 76, FNSEA, Jeunes Agriculteurs, Alliance Forêts Bois, Dijon Céréales, Tereos, Food for life France, Union Française des Semenciers... et à IRSTEA: Chambre d'agriculture 45, Veolia Environnement, pôle de compétitivité ViaMECA, CR IdF)

- 2 représentant-e-s du secteur associatif (précédemment à l'INRA : CLCV et UICN; FNE à IRSTEA)

- 5 représentant-e-s élu-e-s des personnels seulement, avec suppléant-e-s (précédemment à IRSTEA : 2 sièges Sud, 1 FO, 1 CGT ; INRA : 1 siège pour Sud, 2 pour la CFDT et 2 CGT).



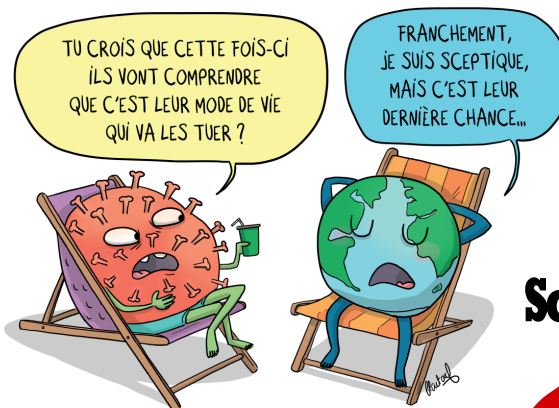
Changement climatique : quelles ambitions pour une transition agroécologique ?



Dix ans après le dogmatique rapport Attali pour la libération de la croissance française : bientôt dans le mur ?

Vos candidat-e-s SUD Recherche EPST

1. Baptiste Hautdidier	H	AECN	ex-IRSTEA	Nouvelle Aquitaine-Bordeaux
2. Fanny Guyomarc'h	F	IR1	ex-INRA	Bretagne-Normandie
3. Fabrice Guiziou	H	IEHC	ex-IRSTEA	Bretagne-Normandie
4. Eleonora Elguezabal	F	CRCN	ex-INRA	Bourgogne-Franche-Comté
5. Olivier Guibert	H	ATP1	ex-INRA	Provence-Alpes-Côte d'Azur
6. Marina Coquery	F	DR1	ex-IRSTEA	Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes
7. Jean-Marc Le Bars	H	TRS	ex-IRSTEA	Centre-siège (Antony)
8. Christine Koch	F	TRS	ex-INRA	Val de Loire
9. Cyril Dutech	H	CRCN	ex-INRA	Nouvelle Aquitaine-Bordeaux
10. Laurence Flori	F	CRCN	ex-INRA	Occitanie-Montpellier



Votez
SUD-Recherche EPST

C'est avant le 15/10/20
N'oubliez pas !

Solidaires



Sur sud-recherche.org
retrouvez les notes de l'élu-e SUD après chaque réunion du CA.
(les branches > Inra-e > les instances > CA)